

Ukraine/Investi président

Zelensky convoque des législatives anticipées

AFP
Kiev/Ukraine

Le plus jeune président (41 ans) de l'Ukraine post-soviétique entend ainsi ouvrir une nouvelle ère pour ce pays indépendant depuis moins de 30 ans

INVESTI président d'Ukraine, Volodymyr Zelensky a aussitôt annoncé hier des législatives anticipées, s'attaquant bille en tête à une classe politique hostile à un novice qui a promis de transformer le pays en guerre et en difficultés économiques.

L'investiture de Volodymyr Zelensky, comédien devenu à 41 ans le plus jeune président de l'Ukraine post-soviétique, ouvre une nouvelle ère pour ce pays indépendant depuis moins de 30 ans.

Elu en capitalisant sur la défiance des Ukrainiens envers leurs élites avec ses promesses de mettre fin à la corruption et de "casser le système", il affronte une tâche titanesque, avec un conflit avec des séparatistes prorusses qui a fait 13 000 morts en cinq ans sans qu'une solution politique ne se dessine mais des capacités à agir très limitées sans troupes politiques.

"Je dissous le Parlement", a-t-il lancé dans son discours d'investiture dans l'hémicycle, exhortant les députés à limoger plusieurs responsables clé et adopter une série de lois pendant les "deux mois" de mandat qui leur restent. En réponse, le Premier

ministre Volodymyr Groïsmann, en poste depuis trois ans, a annoncé sa démission dans la soirée, mettant en avant ses désaccords avec le nouveau président, sans les nommer.

"Je considère que, par sa déclaration, il assume toute sa responsabilité face aux menaces" pesant sur le pays, a déclaré M. Groïsmann. Pour les observateurs, sa décision, qui doit encore être approuvée par le Parlement, lui permettra de mener plus librement sa campagne législative en se positionnant en adversaire de M. Zelensky.

Ce dernier cherche à profiter de l'élan de sa victoire écrasante (73% des voix) pour remporter des législatives anticipées, sans attendre le scrutin prévu en octobre. Son parti "Serviteur du peuple", pour l'instant quasi-inexistant, est crédité de jusqu'à 40% des intentions de vote par les derniers sondages.

Sa décision de lancer une procédure complexe, très encadrée, risque de provoquer une bataille juridique, certains analystes n'excluant pas une crise politique et les détracteurs du nouveau président criant à "l'arbitraire juridique" et "l'usurpation du pouvoir". Volodymyr Zelensky s'engage à maintenir le cap pro-occidental de cette ex-république soviétique. Mais son programme reste flou et son équipe largement inconnue. Et beaucoup s'interrogent sur sa capacité à diriger un pays toujours confronté à d'immenses défis, en premier lieu la guerre.

"TERMINER" LA GUERRE. "Notre première tâche, c'est d'arriver à un cessez-le-feu dans le Donbass", le bassin houiller en partie contrôlé par les séparatistes dans l'est du pays, a-t-il assuré dans son discours d'investiture, provoquant une salve d'applaudissements de députés. "Nous n'avons pas commencé cette guerre, mais c'est à nous de la terminer".

"Je suis prêt à tout", à "perdre ma popularité", voire "mon poste pour obtenir la paix" et "faire revenir les territoires perdus": le Donbass et la péninsule de Crimée, annexée par la Russie en 2014, a encore assuré M. Zelensky. "Ce sont les terres ukrainiennes", a-t-il poursuivi en passant plusieurs fois au russe, affichant sa volonté de tendre la main aux populations de ces régions majoritairement russo-phones.

En costume sombre, le nouveau président est arrivé à pied au Parlement depuis son domicile proche, saluant la foule massée le long des barrières et prenant des selfies avec ses partisans.

Il s'est ensuite plié aux rituels de l'investiture, prêtant serment, la main droite posée sur la Constitution de ce pays indépendant depuis 1991 et un Evangile du 16e siècle, avant de se rendre aussi à pied à la présidence après la fin des cérémonies solennelles.

"Toute ma vie, j'ai essayé de tout faire pour que les Ukrainiens sourient. (...) Pendant les cinq prochaines



Président élu, Volodymyr Zelensky a prêté serment hier, s'engageant à transformer le pays.

Photo : AFP

années, je vais tout faire pour que vous ne pleuriez pas", a lancé M. Zelensky, qui promet de se limiter à un seul mandat présidentiel.

"Merci, c'était marrant", a réagi sèchement le président du Parlement Andriï Paroubii.

POUTINE ATTEND POUR FELICITER. La scène a déjà eu lieu à l'écran, dans la série télévisée "Serviteur du peuple" où Volodymyr Zelensky incarne un professeur d'histoire subitement élu président.

Cette fois, elle était bien réelle bien que difficilement imaginable il y a quelques mois. Peu ont pris au sérieux l'acteur et humoriste quand il a annoncé sa candidature le 31 décembre. Mais à l'issue d'une campagne inédite, jouée essentiellement sur les réseaux sociaux, il a écrasé son prédécesseur Petro Porochenko.

Elu il y a cinq ans dans la foulée du soulèvement proeuropéen du Maidan, ce dernier a dirigé le pays pendant une période critique de son histoire, après l'annexion de la Crimée et le déclenchement de la guerre dans l'Est. On lui reproche notamment de n'avoir pas fait assez contre la corruption endémique.

Si les alliés de Kiev ont chaleureusement accueilli l'élection de M. Zelensky, la Russie, accusée par Kiev et l'Occident de soutenir militairement les séparatistes prorusses, a fait savoir qu'elle n'entendait pas changer sa politique vis-à-vis de l'Ukraine.

Aucun responsable russe n'était invité à l'investiture. Vladimir Poutine attend "ses premiers succès dans la normalisation des relations ukraino-russes" pour le féliciter, s'est borné à dire le porte-parole du Kremlin Dmitry Peskov.

A travers le monde

• **Autriche/Politique. Démission de tous les ministres d'extrême droite**

Le parti d'extrême droite autrichien FPÖ a annoncé hier la démission de tous ses ministres du gouvernement formé en décembre 2017 avec les conservateurs du chancelier Sebastian Kurz, après le limogeage plus tôt du ministre de l'Intérieur Herbert Kickl dans le cadre de l'"Ibiza-gate".

• **Brésil/Politique. Lula "amoureux"**



Photo : AFP/L'Union

L'ex-président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, incarcéré pour corruption depuis avril 2018 et veuf depuis deux ans, est "amoureux" et a prévu de se remarier s'il sort de prison, a annoncé un ancien ministre.

• **Iran/Diplomatie. Téhéran répond à Trump**

Le ministre des Affaires étrangères iranien Mohammad Javad Zarif a répondu hier aux dernières menaces de Donald Trump à l'encontre de son pays en affirmant que les "railleries génocidaires" du président américain ne mettraient "pas fin à l'Iran".

• **Liban/Manifestation. Le coup d'éclat des militaires à la retraite**

Des centaines de mili-



Photo : AFP

taires à la retraite ont manifesté hier dans le centre de Beyrouth et tenté de prendre d'assaut le siège de la présidence du gouvernement, sur fond d'une possible baisse de leurs pensions dans le cadre d'un budget d'austérité en cours d'adoption.

• **Syrie/Conflit. Au moins 10 civils tués à Idleb**

Au moins dix civils, dont cinq enfants, ont été tués dans des raids aériens russes sur la province d'Idleb, dernier bastion jihadiste dans le nord-ouest de la Syrie, où l'Onu craint une "catastrophe humanitaire", a affirmé hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH)

Mali/Attaque dans le sud

Sept personnes, dont deux gendarmes, tuées par des assaillants

AFP
Bamako/Mali

SEPT personnes, dont deux gendarmes et un douanier maliens, ont été tuées dans la nuit de dimanche à hier dans le sud du Mali, au cours d'une attaque au poste de Kouri, frontalier du Burkina Faso, a-t-on appris hier auprès du gouvernement et de sources de sécurité.

Par ailleurs, un responsable de l'Alliance nationale pour la sauvegarde de l'identité peule et la restauration de la justice (ANSIPRJ), un groupe armé peul apparu en 2016 et qui avait déposé les armes la même année pour "intégrer le processus de paix", Oumar Aldjana, a été enlevé dimanche soir

dans le centre du Mali.

"C'est après la rupture du jeûne que des hommes à bord de deux pick-ups sont venus le chercher. Actuellement, ses parents sont en pourparlers avec ses ravisseurs", a indiqué à l'AFP Oumar Diallo, notable de Soumpi, où s'est produit le rapt, confirmé par une association peule.

Dans le sud du pays, vers 23H00 (minuit au Gabon), "des individus armés non identifiés ont conduit deux attaques simultanées contre le poste mixte de Kouri et la sous-préfecture de Boura", a indiqué le gouvernement dans un communiqué.

Le bilan à Kouri est de sept morts, "deux gendarmes, un douanier et quatre civils", tandis qu'"à Boura, l'attaque a été repoussée, un élément des forces de sécurité a été légèrement blessé,

et le sous-préfet est sain et sauf", selon le gouvernement, ajoutant que "quatre suspects ont été appréhendés".

Deux sources de sécurité avaient fourni auparavant le même bilan précisant que parmi les civils tués, deux étaient des chauffeurs de camion ghanéens.

Kouri est notamment un des lieux de passage des marchandises au départ ou à destination du Mali.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes, en grande partie dispersés par une intervention militaire lancée en janvier 2013 à l'initiative de la France, qui se poursuit.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes, françaises et de l'ONU, malgré la signature en 2015 d'un

accord de paix censé isoler définitivement les jihadistes, dont l'application accumule les retards.

Depuis 2015, ces violences se sont propagées du nord au centre du pays, voire parfois au sud. En février 2017, une religieuse colombienne, Gloria Cecilia Narvaez Argoti, avait été enlevée à Karangasso, près de Koutiala (sud), à proximité de la frontière avec le Burkina Faso, où elle travaillait depuis six ans comme missionnaire.

Mais ces violences se concentrent surtout dans le Centre, se mêlant très souvent à des conflits intercommunautaires, un phénomène que connaissent également le Burkina Faso et le Niger voisins.

Depuis l'apparition en 2015 dans cette région du groupe jihadiste du pré-

dicateur Amadou Koufa, recrutant prioritairement parmi les Peuls, traditionnellement éleveurs, les affrontements se multiplient entre cette communauté et les ethnies bambara et dogon, pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé leurs "groupes d'autodéfense".

La Mission de l'Onu au Mali (Minusma) a annoncé la semaine dernière que sa division des droits de l'Homme avait recensé "au moins 488 morts" depuis janvier 2018 dans des attaques de "chasseurs traditionnels contre des membres civils de la population peule" dans les régions de Mopti et Ségou (centre).

Dans le même temps, les groupes armés peuls ont "causé 63 morts" parmi les civils de la région de Mopti, selon la Minusma.